

# Ligue Algérienne pour la Défense des droits de l'Homme

الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان

Email : [laddhalgerie@gmail.com](mailto:laddhalgerie@gmail.com)  
Tel Portable : 213.7.71.59.26.18

Bureau National المكتب الوطني  
[laddhalgerie@gmail.com](mailto:laddhalgerie@gmail.com) بريد الكتروني  
213.7.71.59.26.18 هاتف نقال

**Alger le 20 Février 2016**

## Injustices sociales et contestations politiques en Algérie

A L'occasion Journée mondiale de la justice sociale coïncidant chaque année le 20 février, proclamé par l'Assemblée générale des Nations Unies , Elle invite tous les États Membres à célébrer cette journée spéciale en menant à l'échelon national des activités concrètes visant à promouvoir les buts et objectifs du Sommet mondial pour le développement social et ceux qu'elle a arrêtés à sa vingt-quatrième session extraordinaire .

En cette Journée mondiale de la justice sociale la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH), elle a l'occasion pour revenir sur l'état des lieux de la justice sociale dans notre pays, ainsi fait une analyse relatif à la situation sociale que les Algériens vivent dans une situation critique, essentiellement après l'entrée en vigueur de la loi de finances 2016. Inégalité, bureaucratie, corruption, interdiction de manifester, répression, pressions sur les associations, les médias et les ONG locales, difficile accès au logement, aux soins, criminalité, viols et vols, atteinte à l'intégrité physique, violence contre les femmes...Les droits des Algériens sont, pour la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH), quotidiennement bafoués, voire même remis en cause par des pratiques illégales.

Ce qui pousse Mr HOUARI Kaddour de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) à tirer la sonnette d'alarme quant aux disparités sociales en Algérie. Ainsi, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) célèbre avec tristesse cette journée mondiale de la justice sociale, et va jusqu'à prévoir une «explosion» et une «catastrophe», si les choses ne sont pas remises en question de la part des politiciens. Par ailleurs, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) affirme que la justice sociale peine à poser ses fondements en Algérie. « La justice sociale est toujours absente dans notre pays. Il suffit de contempler la manière avec laquelle l'état distribue les postes de travail, le logement ou les terres agricoles ...etc.», qui va jusqu'à déplorer les disparités économiques entre les wilayas du Sud et du Nord, sans oublier les inégalités de développement entre les régions du pays .

Aussi, afin de mieux comprendre la grogne sociale et l'accroissement des manifestations atteignant 14.000 journées de protestation à travers le territoire national, la Ligue a rappelé que l'Algérie s'est engagée dans une politique d'appauvrissement, de marginalisation et d'inégalités sociales. «Jusqu'à ce jour, les politiques engagées sont quasiment fondées sur

le néolibéralisme imposé par le Fonds monétaire international (FMI), et ce, en dépit que ces dernières ont échoué et causé de multiples pertes à l'économie algérienne», avertit la Ligue dans son rapport. «Les Algériens qui revendiquent le respect de leurs droits aussi bien civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels, font l'objet de discriminations et d'arrestations.

Par ailleurs Mr HOUARI Kaddour Secrétaire National chargé des dossiers spécialisés de la LADDH affirme , que Ceci nécessite la protection des droits des citoyens depuis la naissance, jusqu'à la mort .

Les revendications sociales sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses et d'importantes manifestations sont organisées pour réclamer l'amélioration du niveau de vie»

**Pour ce qui est des chiffres qui témoignent des inégalités sociales, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) a fait savoir que :**

- le taux du chômage est en nette progression atteignant 29.8%, alors que les chiffres officiels évoquent un taux de 10% de la population.
- plus de 1.500 Algériens ont tenté d'immigrer clandestinement en 2015,
- sans oublier que 174 000 commerçants ont été contraints d'arrêter leurs activités commerciales en raison de la hausse des impôts et la dégradation du pouvoir d'achat des citoyens.
- relatif au logement. En effet, ils seraient plus de 450.000 familles dans le besoin urgent d'un toit.
- La Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) relève, par ailleurs, que 35% des Algériens vivent avec un revenu de moins de 1 dollar 25 cents par jour, et que 80% de la fortune est entre les mains de 10% de population seulement.

Par ailleurs, s'agissant des solutions, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) a appelé à la nécessité d'instaurer des politiques de développement global, en mesure d'édifier la justice sociale et qui puissent faire face aux disparités. Entre autres, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) appelle à revoir la directive du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, relative au gel du recrutement dans la Fonction publique.

Dans ce sillage, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) prédit le licenciement entre 800.000 à 1.000.000 de fonctionnaires, dans le secteur public, essentiellement dans les secteurs des travaux publics et bâtiment. Le chiffre avancé est très important et confirme la gravité des répercussions de la chute des prix du pétrole , la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) a mis en garde contre la réédition du scénario des années 90, durant lequel l'état a fermé des centaines d'usines, et a licencié un nombre important de travailleurs.

**P/ Bureau National**

Secrétaire National chargé des dossiers spécialisés.

HOUARI Kaddour